

Djihad au Mozambique

Acteurs, intérêts et perspectives

Paulo Casaca

Juin 2021

L'auteur

Fondateur et directeur exécutif du « South Asia Democratic Forum » ; fondateur de l'association de coopération internationale enregistrée à Bruxelles ARCHumankind, «*Alliance to Renew Co-operation between Humankind*». Fondateur et associé principal de la société de conseil en développement durable enregistrée à Bruxelles, Lessmeansmore, *Land and Energy Sustainable Systems* (2010-2020), Fellow du German Marshall Fund of the US au premier semestre 2010.

Membre du Parlement européen de 1999 à 2009 où, notamment, il a présidé la délégation pour les relations avec l'Assemblée parlementaire de l'OTAN. Il a été membre du parlement national en 1992-1993 et membre du parlement régional des Açores en 1990-1991. Il a été conseiller à la représentation permanente du Portugal auprès de l'Union européenne de 1996 à 1999, directeur de cabinet du ministre de l'Aménagement du territoire et des travaux publics en 1995/1996, conseiller économique de la fraction socialiste au parlement national en 1989/1990, 1992, 1994/1995.

Il a été professeur invité à l'Université technique de Lisbonne en 1995-1996, il a enseigné à l'Université des Açores de 1980 à 1987.

Il est l'auteur de plusieurs livres et rapports sur l'économie et la politique internationale.

Sommaire

Introduction

1. Genèse et développement des 'Machababos' du Mozambique
2. Fragilité de l'Etat et déni du djihadisme
3. Les enjeux du gaz et du climat
4. Djihad, Etats, gaz, information et intérêts
5. Pistes d'action

Mots clés : Mozambique, Occident, Qatar, Somalie, Djihad, Machababos, environnement, gaz, Etat, démocratie

Introduction

L'attaque des '[Machababos](#)'¹, le 24 mars dernier à Palma a été l'opération la plus meurtrière du groupe depuis le début des opérations militaires au Nord du pays en 2017. Le [3 avril, 2021](#), selon une dépêche de France 24, la présence des djihadistes à proximité des installations du complexe gazier de la péninsule d'Afungi, à la périphérie de la ville a conduit Total – à la tête du consortium d'investisseurs – à quitter les lieux. Les forces armées du Mozambique ont pu éviter in extremis la prise des installations par les insurgés (France 24, [6 avril, 2021](#)). Finalement, le 24 avril, le groupe Total confirma la suspension de son projet gazier (France 24 [26 avril, 2021](#)).

Les '[Machababos](#)' est un mouvement né à Mocimboa da Praia. Selon MEMRI, [2 avril 2021](#), il est dirigé par un Tanzanien, et s'est développé au Nord du Mozambique puis a élargi ses opérations en Tanzanie. Selon le Soufan Center ([23 septembre, 2020](#)) il a été reconnu comme faisant partie de la Province de l'Afrique centrale du Califat en juin 2019. Selon un autre rapport du Soufan Center ([18 novembre, 2018](#)) le groupe était décrit comme 'les lions du Califat au Mozambique' par le leader du Califat lors de sa communication audio d'Octobre 2020.

Comme quelques autres noyaux djihadistes au long du 'Crescent Swahili' les Machababos trouvent leur origine dans le djihadisme Somalien, et le groupe est issu de sa propagation dans la région. Cela étant, se pose la question de comprendre les raisons de l'hypertrophie djihadiste dans cette région en particulier.

Pour cela, on analysera les principales études sur l'éclosion des 'Machababos' reposant sur des observations sur le terrain. On ciblera deux approches : celle qui fait de la faiblesse de l'État Mozambicain – et notamment ses liens avec la criminalité - le moteur principal du Djihad et celle qui voit l'acuité particulière du Djihad sur la région comme résultant de la guerre économique menée par des intérêts liés au commerce international du gaz.

Comme il est traditionnel dans l'étude de ces phénomènes, on se heurte à une obsession de négation de sa nature djihadiste, qui peut varier de l'aveuglement à une stratégie délibérée de brouiller les pistes qui permettraient de comprendre et de redresser la situation. Cette obsession sera prise en considération dans l'analyse de l'action des acteurs plus importants.

1. Genèse et développement des 'Machababos' du Mozambique

a) les origines des Machababos à Mocimboa da Praia

La thèse de doctorat en anthropologie de Ana Margarida Sousa Santos sur Mocimboa da Praia ([Santos, 2010](#)), centrée sur les émeutes de septembre 2005 à la suite de la contestation des résultats d'une élection locale, est un portrait humain expressif de la réalité et des conflits de cette ville côtière de la Province Mozambicaine de Cabo Delgado.

¹ Phonation en langue portugaise du pluriel de 'Al Shabaab' utilisé comme nom par l'organisation au Mozambique selon le rapport de 'Observador Rural' 109 ([avril, 2021](#))

Le Nord du Mozambique se trouve à la pointe d'une zone décrite par Powells ([22 janvier, 2009](#)) comme le 'Crescent Swahili' (Swahili vaut dire peuple de la côte en Arabe) et qui commence au Sud de la Somalie. Le Kiswahili est une langue d'origine bantu, influencée par l'arabe et le persan. C'est une langue officielle en Tanzanie et au Kenya, et elle est aussi utilisée au Sud de la Somalie et au Nord du Mozambique, selon Santos ([2010, p. 50](#))

'Les premières références à la population côtière proviennent de documents arabes médiévaux, qui montrent que les commerçants musulmans avaient commencé à établir des postes de traite le long de la côte est-africaine à partir du 8ème siècle, suivis par d'autres, établis par les dirigeants arabes et perses à partir du Xe siècle. [...] Ce sont les premières traces de ce qui allait devenir le complexe swahili, qui s'étend de l'actuelle Somalie au Mozambique. Le mélange des populations (africaines, arabes, perses, hindoues, etc.) se rendant sur la côte est-africaine s'est fait connaître collectivement sous le nom de swahili.'²

A noter qu'on trouve, sur la côte Nord du Mozambique, une autre langue d'origine Bantu influencée par les colonisateurs musulmans, et plus répandue que le Kiswahili, le Kimwane.

Comme Santos ([p.50](#)) l'explique :

'Ils ont leur propre langue, kimwane, ou la « langue de la plage », qui est proche du ki-swahili, mais intègre des éléments d'Emakua, Shimakonde, arabe, persan, portugais et anglais [...]. Bien que les locuteurs de Shimakonde, Kimwane et KiSwahili se comprennent généralement, les langues sont considérées comme distinctes³.

L'histoire de l'expansion de l'Islam à l'Afrique orientale ne doit pas être confondue avec celle de la langue Swahili. Par ailleurs, ni l'une ni l'autre ne se sont développées de façon linéaire, comme Knappert (Swahili Islam)⁴ nous le montre. En tout cas, l'Islam est moins important au Mozambique qu'en Tanzanie et la langue Swahili (même jointe à la langue Mwane) y a une présence résiduelle sans comparaison possible avec la Tanzanie où la langue Swahili est la principale des deux langues officielles (la deuxième étant l'anglais).

² Original en Anglais: 'The earliest references to the coastal population come from medieval Arabic documents, which show that Muslim traders had started establishing trading posts along the East African coast from the 8th century, followed by others established by Arab and Persian rulers from the 10th century onwards [...]. These are the earliest traces of what would become the Swahili complex, stretching from present day Somalia to Mozambique. The mix of populations (African, Arab, Persian, Hindu, etc.) making their way to the East African coast became known collectively as the Swahili.' Traduction de la responsabilité de l'auteur.

³ Original en Anglais: 'They have their own language, Kimwane, or the 'language of the beach', which is close to Ki-Swahili, but incorporates elements from Emakua, Shimakonde, Arabic, Persian, Portuguese and English [...]. Although generally speakers of Shimakonde, Kimwane and KiSwahili understand each other, the languages are considered separate [...]'. Traduction de la responsabilité de l'auteur. Santos utilise l'expression 'complexe Swahili' plutôt que 'Crescent Swahili', donc en utilisant une expression que n'accentue pas le facteur géographique.

⁴ Notamment sur son texte 'Swahili Islam' (PEETERS ONLINE JOURNALS <https://poj.peeters-leuven.be> › content by J KNAPPERT · 1997 — Title: Swahili Islam Author(s): KNAPPERT, J. Journal: Orientalia Lovaniensia Periodica Volume: 27 Date: 1997. Pages : 181-206. DOI : 10.2143/OLP.27.0.583544) Knappert souligne les conflits entre les Swahili et d'autres peuples musulmans Somaliens, le déclin profond des centres urbains Swahili avant les migrations arabes à partir du dix-huitième siècle et le rôle crucial des puissances occidentales dans la propagation de l'Islam via l'utilisation du KiSwahili qu'elles ont favorisée. La séparation britannique de l'Inde de 1947, créant un nouveau pays majoritairement Musulman, a provoqué des nettoyages ethno-religieuses diverses dont les conséquences se sont fait sentir au Mozambique. Les Musulmans venus du Gujarat – déjà présents au Mozambique depuis la fin du dix-neuvième siècle selon Bonate ([2009](#)) – ont renforcé leur présence.

Pourtant, on doit remarquer le fait, souligné par Santos (2010, p.207), que la plupart de la population de Mocimboa da Praia écoutait la radio et regardait à la télévision des chaînes Tanzaniennes en Kiswahili plutôt que des chaînes Mozambicaines en Portugais grâce, non seulement à la meilleure qualité technique de la transmission des premières, mais aussi grâce à la plus grande maîtrise des citoyens de la ville à la langue Swahili, plutôt que de la langue Portugaise.

Les quatre groupes ethniques principaux de Mocimboa da Praia sont les Mwani (le plus important), Makonde (deuxième groupe en importance), Makua et Swahili. Les émeutes étudiées par la thèse de doctorat en référence ont opposé les Mwani et les Makonde.⁵

Au Mozambique, les Makondes se concentrent sur le plateau intérieur de Mueda, tout au Nord de la province de Cabo Delgado, et leur présence s'étend en Tanzanie (où ils sont plus nombreux, même si le dialecte parlé des deux côtés de la frontière présente quelques différences).

Tout, ou presque tout, sépare les deux groupes :

- les activités traditionnelles des Mwani sont liées à la mer (commerce ou pêche), tandis que les Makonde sont plutôt agriculteurs ;
- les premiers sont Musulmans et les deuxièmes Chrétiens, en général catholiques ;
- pendant la guerre de l'indépendance (1964–1974) les Makondes constituaient le noyau dur de la lutte armée pour l'indépendance et ils occupent toujours les positions clés au sein du parti du pouvoir et dans l'administration, même au niveau national, tandis que les Mwani n'ont pas participé à la rébellion ;
- pendant la guerre civile (1976-1992) les Makondes soutenaient toujours FRELIMO (Front de Libération du Mozambique), désormais au pouvoir, et les Mwani soutenant les insurgés de RENAMO (Résistance Nationale Mozambicaine).
- aux élections de Mocimboa da Praia de 2005 à l'origine des émeutes, les Mwani appuyaient encore RENAMO et les Makondes FRELIMO.

Santos (2010), cependant, met en garde contre cette lecture purement dichotomique de la situation de la ville, soulignant que le parcours personnel et politique des différents acteurs, et pas seulement leur appartenance ethnique, linguistique ou religieuse, est important pour comprendre le déroulement du conflit.

b) Le process de fanatisation

Selon Saalfeld (2019, p.13) les autorités portugaises ont appuyé les prêcheurs traditionnels de l'Islam (Sufi) contre les fondamentalistes (aussi connus comme salafistes ou réformateurs ou identifiés avec le courant intégriste du wahabisme) qui, à leur tour, se sont tournés vers le mouvement indépendantiste.

Après l'indépendance, en 1980, la situation s'étant inversée, les autorités ont alors confié aux fondamentalistes la direction du Conseil Islamique du Mozambique (Cislamo) – un conseil du

⁵ Selon un site d'information Générale sur le Mozambique en langue française (<https://www.axl.cefan.ulaval.ca/afrique/mozambique.htm>) Les Makondes représenteraient 1.9% du pays et les Mwani 0.5%. Même dans la province de Cabo Delgado ils sont minoritaires, l'ethnie Makua est majoritaire dans la province et est la plus importante du pays)

même type que les organisations étatiques pour structurer l’Islam, Conseil qui avait vu le jour dans les quatre pays de l’Afrique orientale étudiés par Saalfeld (Mozambique, Tanzanie, Kenya et l’Ouganda).

Bonate ([2009](#)) dans une publication dédiée à Pemba la capitale de la province de Cabo Delgado, considère ce Conseil, et surtout, à partir de 1987, l’ONG internationale AMA (fondamentaliste islamique), comme le plus déstabilisateur :

‘ (...) l’Agence des musulmans d’Afrique (Africa Muslims Agency, AMA), qui, bien qu’officiellement présentée comme une organisation humanitaire religieuse, est souvent perçue par les musulmans de Pemba comme la principale cause de turbulences sociales et d’une rupture dans la vie religieuse de la ville. Ni la colonisation, ou plus précisément la lutte pour la libération, ni le marxisme militant imposé par le régime du Frelimo aux premières heures de l’indépendance n’ont eu un impact comparable.’

(...)

‘Toutefois, en 1998, plusieurs jeunes islamistes noirs au nord du Mozambique ont abandonné le Conseil et fondé une nouvelle organisation appelée Ahl al-Sunna ou Ansar al-Sunna. Ils affirmaient être brimés par le supposé préjugé racial affiché par les leaders indiens du Conseil islamique, l’association de ce dernier avec le Frelimo et sa prétendue accumulation de richesses liée aux transactions commerciales et au siphonage des fonds octroyés par les ONG islamiques internationales.’

C’est probablement à partir de cette organisation qu’Al-Shabaab du Mozambique (Machababos) va se former. Le rapport d’Octobre 2018 de ‘The Global Initiative Against Transnational Organized Crime’ ([GIATOC, Haysom, 2018, p.17](#))⁶, identifie 13 personnes qui quittent Ansar al-Sunna en 2014 pour adhérer à Al-Shabaab.

La date, les circonstances et la portée de l’influence de Al-Shabaab Somalien (Harakat Al-Shabaab al-Mujahdeen) dans la création de son homonyme Mozambicaine ne sont pas claires, mais il est assez extraordinaire de douter de cette influence. Pourtant, la presque totalité des rapports de presse et des analyses du mouvement djihadiste mozambicain – à l’exception des articles basés sur des interviews de la population locale – met en garde les lecteurs de ne pas confondre les Al Shabaab Somalien et Mozambicain.

Le raisonnement suivi par ceux qui nient des rapports historiques entre les deux Al Shabaab s’appuie sur le fait qu’Al-Shabaab Somalie a refusé de suivre l’Etat Islamique en 2014. Un message sur Telegram venu d’Al Shabaab Mozambique a déclaré l’allégeance au Califat au début 2018 (European Institute of Peace, [2018, p. 39](#)).

Pourtant, comme le signale Habibe et al ([2019](#)) sur la base d’un travail de champ lexical assez exhaustif, Al Shabaab est bien le nom utilisé par les membres du groupe né à Mocimboa da Praia, et ce mouvement a eu des fortes liaisons avec son homonyme Somalien. Selon cette étude (p. 19), l’attachement des Muchababos à la Somalie était si important qu’ils

⁶ C’est le seul rapport fait par des organisations ou auteurs non-Mozambicains qu’on a consulté sur les Machababos qui se base sur des interviews réalisés sur place.

enseignaient que le devoir de pèlerinage des fidèles devait se faire vers la Somalie plutôt que vers La Mecque.

La thèse soutenue par la majorité des analystes selon laquelle ces liens seraient improbables en raison de l'appartenance d'un des groupes au réseau de Al-Qaeda et de l'autre groupe à celui de ces dissidents du Califat (par exemple, Combat Terrorism Center at West Point, [2020](#)), ne tient pas compte du fait que cet argument ne pourra être valide au plus tôt qu'à partir de 2018.⁷

D'après le rapport de Habibe et al ([2019](#)), l'expression 'Ahlu Sunnah Wal-Jamâa' (ASWJ) était utilisée quelquefois par le groupe à l'occasion de disputes verbales avec les leaders musulmans plus traditionnels (soit les Sufis, soit les intégristes) pour souligner que c'étaient eux-mêmes qui incarnaient les vraies valeurs de l'Islam, mais ils ne choisirent pas ce nom pour les désigner, nom qui n'est d'ailleurs pas utilisé sur le terrain pour les nommer.

En effet, ASWJ ayant été le nom employé par un groupe Musulman Sufi en Somalie pour combattre Al-Shabaab ([Pereira, mai, 2013](#)), l'utilisation de ce nom risquait d'inverser le cadre de la situation et n'était pas approprié pour désigner les Machababos.

Saalfeld ([2019, p.5](#)) souligne que la violence djihadiste avait bel et bien commencé dans l'Afrique orientale avant que l'influence du 'Al-Shabaab' Somalien ne se fasse sentir. Cependant, ce ne fut pas le cas du Mozambique où le djihad porte ce nom et présente des traces du Al-Shabaab Somalien.

c) De la migration somalienne aux Machababos

La guerre civile en Somalie est à l'origine d'une nouvelle source migratoire. Le rapport du GIATOC ([Haysom, octobre 2018](#)), signale que le Mozambique a attiré une partie importante du trafic humain en provenance de la Somalie en raison du manque de contrôle par les autorités mozambicaines des côtes, et de sa proximité avec l'Afrique du Sud, qui était la destination préférée de l'immigration clandestine.

Mocimboa da Praia est un des centres régionaux de trafic (au trafic humain, s'ajoutant le trafic de drogues, d'armes et de ressources naturelles) et a été une des portes d'entrée de ces migrants qui, pour la plupart se sont dirigés vers les pays voisins ou vers les régions avoisinantes. Malgré le fait qu'une partie de ces migrants fuyaient des exactions d'Al-Shabaab, quelques-uns entre eux faisaient partie du mouvement.

Solomon ([2012](#))⁸, dans un article sur la lutte antiterroriste en Afrique du Sud, et en prenant comme référence principale le directeur de la Fondation NEFA (Nine Eleven Finding Answers)⁹ fait une chronologie de la menace djihadiste en Afrique du Sud, datant les premiers rapports

⁷ Au-delà de l'erreur logique de voir le passé par les yeux du présent, cette approche ne comprend pas la plasticité de l'organisation du djihadisme et, surtout, ignore les témoignages multiples des gens interviewés sur le terrain au Mozambique.

⁸ Scientia Militaria, South African Journal of Military Studies, Vol 40, Nr 2, 2012, pp. 142-165 doi: 10.5787/40-2-1000

⁹ Sandee, R, Research Director of the NEFA Foundation. "Target South Africa". Presentation to the US Congress, 26 May 2010, 4.

sur l'existence des camps d'entraînement terroristes au Mozambique en 2004, rapports qui se précisent en 2010.

La question est soulevée par la presse et par des travaux de recherche. Radio France Internationale ([2 octobre 2010](#)) dans le cadre d'un article sur l'émigration illégale en Somalie et au Mozambique, fait référence à des camps d'entraînement d'Al-Shabaab Somalien au Nord du Mozambique. La question est soulevée aussi au moment du championnat du monde de football de 2010 en Afrique du Sud par la presse et au travers de travaux de recherche.¹⁰ Ces rapports sont démentis, soit par les autorités du Mozambique, soit par Al Shabaab et Al Qaeda.

Si le calendrier des liens entre la source somalienne et la filiale au Mozambique de Al Shabaab n'est pas déterminé avec précision, ces rapports ont certainement commencé avant 2014.

En 2015, Al-Shabaab s'installe à Mocimboa da Praia, en prenant le contrôle de mosquées et en y organisant une cellule militaire ([Haysom, 2018, p.3](#)), prélude au premier raid pour le contrôle temporaire de la ville effectué en 2017.

La forte présence de tanzaniens au sein des filières des Machababos est révélée dès les premiers rapports sur les attaques. Reuters publie ([octobre 2018](#)) que 104 djihadistes ont été emprisonnés par les autorités tanzaniennes en route vers le Mozambique.

Le plus récent et le plus détaillé rapport sur les Machababos – rapport publié en [avril 2021](#) par 'Observatório do Meio Rural' sur la base d'interviews de femmes rescapées des camps djihadistes – nous donne un cadre assez précis des origines géographiques et sociales des Machababos. La plus grande partie d'entre eux est originaire de Mocimboa da Praia ou des régions voisines, le kimuani et le kiswahili étant les langues dominantes, mais il y a aussi des personnes originaires d'autres régions du pays. Parmi les étrangers, la majorité est tanzanienne et somalienne, mais figurent également des Arabes et des Asiatiques du Sud.

Ce qui est le plus intéressant dans ce rapport est la perception que les Machababos se structurent dans des groupes selon leurs affinités géographiques et sociales et qu'ils agissent avec un relatif degré d'indépendance ([p.3](#)). Parmi ces groupes, se trouve un groupe de Somaliens qui disaient ne pas appartenir à 'l'Etat Islamique'. ([p.4](#))

Selon les interviewés les exactions les plus violentes commises par les Machababos étaient de la responsabilité d'étrangers au pays, puisque 'nos garçons de Mocimboa da Praia' ne pourraient pas faire des choses si méchantes' et les leaders étaient majoritairement étrangers, plusieurs d'entre eux étant arabes ou sud-asiatiques.

Cependant, une des interviewés a décrit ([p.4](#)) un des chefs comme originaire de Mocimboa da Praia. Il était assez intelligent et compétent ; intellectuel et militairement préparé pendant dix ans pour devenir un responsable du mouvement. Il avait séjourné dans plusieurs pays, s'exprimant aussi bien dans les langues locales comme le swahili, en anglais et en portugais. L'utilisation du portugais par l'interviewé lors des conversations avec le leader djihadiste a d'ailleurs permis un apparent degré d'intimité entre les deux.

d) Du Mozambique à la Tanzanie

¹⁰ Par exemple, [icj](#), et par des organisations spécialisés, comme '[Critical Threats](#)'.

Bien que le djihad apparaisse comme spécialement violent et destructif au Mozambique, il se développe aussi en Tanzanie. Un rapport signé par Eva Renon paru le [5 avril, 2021](#) sur le site de IHS Markit – une importante compagnie d’information économique – signale des zones où le recrutement de djihadistes se fait en Tanzanie et prévoit que toute la côte tanzanienne sera une zone d’activité djihadiste en septembre 2021.

Selon ce rapport et d’autres sources, l’activité djihadiste est en plein développement à la rive tanzanienne du fleuve frontalier avec le Mozambique (le Rovuma) surtout sur la zone de Mtwara.¹¹

Une des plus grandes entreprises portugaises de construction, Mota-Engil, a annoncé le [27 avril, 2020](#), avoir conclu, en partenariat avec la compagnie belge BESIX, un contrat dans le développement du projet gazier du Mozambique de 337 millions d’Euros.

Un peu paradoxalement, selon la presse portugaise (Público, 30 mars, 2021) et des services d’information africains (Africa Intelligence, [30 mars, 2021](#)) le consortium luso-belge aurait annoncé le déplacement de ces opérations portuaires en liaison avec le projet gazier des ports du Mozambique vers le port de Mtwara en Tanzanie.

Le rapport de ‘Observatório do Meio Rural’, tout comme les autres rapports rédigés par des chercheurs du Mozambique ou s’appuyant sur le travail des chercheurs mozambicains sont les mieux informés et les plus utiles pour comprendre les enjeux du djihad au Mozambique, surtout si on se réfère à la généralité des rapports issus des réservoirs à idées occidentaux.¹²

La plupart du rapport décrit les exactions perpétrées par les Machababos, le kidnapping des enfants, pour les transformer en combattants djihadistes, et des femmes pour obtenir des esclaves, des concubines ou quelquefois pour être vendus, les punitions, les décapitations, en bref, un scénario tout à fait identique à ceux que j’ai pu constater dans le contexte de l’expansion du Califat en Iraq en 2014.

2. Fragilité de l’Etat et déni du djihadisme

Un télégramme diplomatique de l’Ambassade des EUA à Maputo du [25 janvier de 2010](#)¹³ confirme la préoccupation de la communauté internationale : le Mozambique est devenu le deuxième entrepôt africain pour le trafic de drogue en Afrique,¹⁴ les barons de ce commerce ayant des liens étroits avec le gouvernement et le parti au pouvoir (FRELIMO). La principale porte d’entrée de l’héroïne est, depuis au moins 1993, le port de Nacala situé dans la province de Nampula.

Le télégramme évoque des dissensions au sein du pouvoir, liées à l’argent de la drogue, des campagnes de promotion du tourisme de jeux d’argent avec, comme objectif, le blanchissement des profits, tout en laissant supposer qu’il existe des secteurs de l’Etat non

¹¹ Bloomberg, par exemple, a fait un rapport le [20 octobre, 2020](#), sur un attaque djihadiste à Kitaya, du côté tanzanien de la frontière.

¹² Cependant, ce rapport publié le [13 janvier, 2021](#) par Nolan Quinn donne un cadre ethnolinguistique Swahili au djihad dans l’Afrique oriental qui me paraît fort intéressant et utile dans le présent contexte.

¹³ Rendu public par Wikileaks

¹⁴ La première place étant occupée par Guinée-Bissau

corrompus qui, en coopération avec les diplomaties américaine et portugaise, essaient de combattre le trafic, citant comme exemple une importante saisie de drogue à Ressano Garcia, frontière la plus importante du pays avec l'Afrique du Sud.

Le morcellement et la corruption de l'Etat au Mozambique ont fait l'objet de plusieurs rapports, notamment provenant ou financés par le GIATOC (organisation à laquelle on a fait référence au point précédent). Ces rapports nous donnent une vision accablante et vaste du phénomène, surtout au Nord du Mozambique :

- dévastation des ressources naturelles
- déforestation insoutenable et exportation vers la Chine,
- braconnage d'espèces protégées,
- exploitation minière clandestine,
- trafic d'êtres humains, élément qui sera particulièrement important pour le déclenchement du djihad,
- trafic de drogue, le centre de l'activité criminelle.

Deux rapports sont plus importants dans ce contexte, dans la mesure où ils donnent un cadre conceptuel pour expliquer comment la fragilité de l'Etat au Mozambique a facilité l'essor du terrorisme.

L'un de ces rapports est celui de Joseph Hanlon ([juillet, 2018](#)) qui fait une rétrospective du trafic d'héroïne au Mozambique. Un précédent article de l'auteur paru en 2001 en langue portugaise dans le bulletin Metical tirait déjà les sonnettes d'alarme : le trafic d'héroïne serait devenu soit la principale activité exportatrice du pays, soit la deuxième, après le charbon. En Novembre 2002, selon Hanlon ([juillet, 2018](#), p.7)¹⁵, « Teodato Hunguana, une personnalité respectée au sein de FRELIMO aurait, mis en garde contre le danger 'de l'Etat otage en permanence du crime organisé'. Si les dirigeants du crime organisé 'restent protégés et intouchables, et sont en mesure de se reproduire, alors ils deviendront de plus en plus puissants et s'approprient l'État lui-même. »

Pourtant, la situation va évoluer différemment, comme l'explique l'auteur en parlant d'un phénomène qu'il décrit dans le titre de son rapport comme 'ubérisation' et qu'il synthétise vers la fin (p.16)¹⁶ : « Selon une source, il s'agit d'un passage du crime organisé au 'crime désorganisé' ; je le vois plus comme l'adoption de l'économie gig ou le modèle Uber / Airbnb.

Le trafic de drogue, comme l'auteur l'explique (pp. 2 et 10), se fait à partir de la côte Makran iranienne et pakistanaise à bord de vaisseaux traditionnels de petite dimension, les 'dhow' vers le Kenya, la Tanzanie et le Nord du Mozambique. La partie plus importante du trafic

¹⁵ Original en anglais, traduction de la responsabilité de l'auteur : « Teodato Hunguana, a respected senior Frelimo figure, warned of the danger "of the state falling permanently into the clutches of organised crime". If the organised crime leaders "remain protected and untouchable, and are able to maintain their sources of reproduction, then they will become increasingly powerful and take ownership of the state itself. »

¹⁶ Original en anglais, traduction de la responsabilité de l'auteur: One source called it a shift from organised crime to "disorganised crime"; I see it more as the adoption of the gig economy or Uber/Airbnb model.

continue par route vers l’Afrique du Sud (dont une partie est ensuite acheminée vers l’Europe).

L’économie GIG’ donne la possibilité à des petits opérateurs possédant un simple téléphone portable et des moyens modestes de communication terrestre et maritime de devenir des acteurs à part entière dans un réseau de trafic complexe, en achetant la complicité des policiers ou douaniers, au cas par cas. Cela a, en tout cas, remis en question les revenus du trafic des barons de la drogue et de leurs associés au pouvoir.

Toujours selon l’analyse du même auteur, ceci serait un des éléments clés qui aurait forcé les autorités à un changement stratégique opéré par le Président Filipe Nyusi, élu en 2015, basé sur la future exploitation du gaz comme alternative à la dépendance des activités illicites.

Dans un autre rapport lié au GIATOC, rédigé par Simone Haysom ([octobre, 2018](#)), cette désorganisation (ou plutôt ubérisation comme dit Hanlon) du trafic de drogue, et qui s’étend désormais à tout un autre éventail d’activités criminelles, est un des éléments qui a facilité l’installation des insurgés djihadistes. La corruption généralisée à tous les échelons du pouvoir leur facilite la tâche, puisque tous les contrôles policiers ou douaniers sont inefficaces et en plus susceptibles d’être contournés moyennant des pots de vin assez modestes, même dans les endroits les plus importants pour contrecarrer le djihad comme à Mocimboa da Praia (p.15).

Pour l’essentiel, ce rapport du GIATOC de 2018 défend l’idée que c’est grâce au parrainage de la grande criminalité par l’État qu’ont été créées les conditions permettant à l’insurrection djihadiste de se financer en utilisant ces circuits criminels

Cela étant Haysom ([octobre, 2018](#)) nous parle avec détail des facteurs spécifiques de promotion du djihad, comme les bourses d’études vers le Soudan (p.18), des transferts d’argent via un système Somalien de transfert d’argent, le ‘Taaj Money’ et surtout un système de micro-crédit qui apparaît comme essentiel pour l’opération djihadiste.¹⁷

Le profil dressé par Haysom ([octobre, 2018, p. 17](#)) de treize adhérents en 2014 à ‘Al Shabaab’ montre qu’ils sont tous des commerçants qui développent des activités de commerce licites et aussi, dans quelques cas, des activités illicites comme le braconnage d’animaux sauvages et l’extraction illégale de rubis et sa contrebande vers l’étranger.

Le rapport (p.17) cite des témoignages au sein de la ville de Palma décrivant comment Al Shabaab séduisait les jeunes aux mosquées et madrasas avec des micro-crédits pour des activités légales ou non, les jeunes gens n’étant pas toujours conscients du fait que ces prêts avaient comme principale contrepartie l’obéissance au Al Shabaab. Quelques temps avant le déclenchement d’opérations militaires majeures, Al-Shabaab appelait ces débiteurs à revendre leur activité et à venir se joindre à la préparation des attaques, ceux qui n’obéissaient pas à cette demande étant exécutés.

¹⁷ Déjà en [2012](#), Un blog dédié au financement du djihad fait constat de l’importance du microcrédit dans le financement du djihad.

En dehors de l'endoctrinement fanatique décrit par Bonate (2009) auquel on a fait référence au point précédent, ce rapport du GIATOC fait donc constat que le djihad au Mozambique était bien planifié des années à l'avance.

En outre, la situation au Congo où se trouve la principale branche de l'Etat Islamique de l'Afrique centrale (ISCAP) dont la branche mozambicaine est formellement tributaire, montre à quel point la fragilité de l'Etat est une condition déterminante pour l'implantation et le développement du djihad, (Casaca, 3 mai, 2021).

Si de 1995 à 2003 les djihadistes installés au Congo ciblaient davantage l'Ouganda, pays dont ils étaient originaires et où ils avaient été endoctrinés, après cette date, ils feront des populations congolaises la cible fondamentale de leurs exactions.

Au Congo, l'Islam a une influence beaucoup plus réduite qu'au Mozambique où à son tour l'Islam a une influence plus réduite qu'en Tanzanie, mais ceci n'a pas empêché le djihad de devenir plus violent que ce soit au Congo, au Mozambique, ou en Tanzanie. Toutes les violences commises sur les infidèles sont justifiées par principe, et la propagande du djihad sur les réseaux sociaux n'hésite pas à se moquer des souffrances subies par les mécréants.¹⁸

Ajouté à la fragilité de l'Etat, on peut noter le manque d'importance accordé au développement du djihad. Ainsi, au départ, Mobutu avait accueilli les djihadistes et d'autres opposants ougandais comme des instruments utiles pour déstabiliser son voisin, mais l'action du djihad s'est progressivement centrée sur le territoire congolais. Ni les autorités congolaises, ni les forces de la Mission de l'Organisation des Nations Unies en République démocratique du Congo (MONUC/MONUSCO),¹⁹ en place depuis 1999, n'ont, depuis, été capables de leur faire face (Casaca, 3 mai, 2021).

L'aveuglement des Nations Unies, de la presse dite de référence et des principales organisations non gouvernementales quant à la réalité du djihad au Congo est tout à fait étonnant. En 6 mars, 2017, quand les autorités congolaises ont fait finalement directement appel à la communauté internationale pour faire face aux exactions du djihad, contre toute évidence, Le Monde a titré 'La menace djihadiste dans l'est de la RDC est une pure invention'.

Même après l'annonce formelle par l'Etat Islamique de la création de sa Province en Afrique centrale et de sa revendication de plusieurs attaques djihadistes, le Groupe d'experts sur la République démocratique du Congo des Nations Unies, en 2020, continuait à nier l'évidence.²⁰

Le phénomène de l'aveuglement sur le djihad au Mozambique fut aussi la règle, mais avec des traits spécifiques. Comme on l'a vu au point antérieur, les autorités du pays ont nié les rapports faisant état de la présence de Al Shabaab en 2010. Elles ont aussi ignoré les avertissements de la communauté musulmane de Mocimboa da Praia, antérieurs au

¹⁸ L'argument fonctionne à peine, vu que tout le musulman n'obéissant pas aux directives du djihad est un apostat.

¹⁹ Devenu Mission de l'Organisation des Nations unies pour la stabilisation en république démocratique du Congo (Monusco) en 2010.

²⁰ Un rapport daté de mars 2021 du 'Program on Extremism' de la 'George Washington University' viens, finalement, faire constat en Occident de l'importance du djihad au Congo.

déclenchement des opérations de guerre, et elles ont privilégié la thèse de la nature purement étrangère du groupe (Habibe et al [2019](#)).

L'ancien évêque de Pemba, Luís Lisboa, ([13 avril, 2021](#)) a accusé le gouvernement du Mozambique de nier la réalité du conflit dès son début et d'imposer le silence quand il n'était plus possible de nier la réalité. Entre autres reproches, Luís Lisboa rend responsable les autorités de la disparition d'un journaliste et des menaces de mort que lui-même a reçues provoquant son exil du pays. L'imposition du silence sur la réalité du conflit est citée aussi par des ONG qui sont apparemment indépendantes des intérêts au conflit.²¹

Les autorités du Mozambique ont rejeté à plusieurs reprises l'intervention de la Communauté de l'Afrique australe ([Casaca, 4 janvier, 2021](#)) et ont préféré l'intervention de prestataires privés tels que le groupe russe Wagner suivi par le Sud-africain Dicky Advisory Group (Simonson, [8 février, 2021](#)).

Les raisons du retrait des forces russes de Cabo Delgado sont vues comme une défaite humiliante par Simonson, mais il pourrait tout aussi signifier le manque d'intérêt de la Russie à s'engager sur ce conflit. La Russie est fortement engagée pour promouvoir ces exportations de gaz, soit par gazoduc soit en liquide (par exemple, au Pakistan (Afanasiev, [24 mars, 2021](#)) et il est peu probable de voir le pays s'engager militairement pour défendre la production de gaz de la concurrence. Pourtant un article paru à l'agence officielle chinoise CGTN le [1 avril, 2021](#) suggère le remplacement des forces occidentales par une intervention de l'entente sino-russe contre le terrorisme.

Récemment, les autorités ont accepté l'offre des autorités portugaises et américaines pour l'entraînement des forces militaires du Mozambique (Future Directions, [1 avril, 2021](#)). Après un rendez-vous à Paris avec son homologue Français, le Président du Mozambique a annoncé (le [21 mai, 2021](#)) qu'un accord de coopération dans les domaines humanitaire et de formation militaire serait signé prochainement entre les deux pays.

En dehors de la résistance psychologique à se confronter à des réalités négatives, le déni a aussi d'autres causes, l'une d'entre elles étant le souci d'éviter une évaluation négative du risque pour un pays. Un article paru dans la presse portugaise (Expresso, [5 juin, 2019](#)) niant le lien entre l'insurrection armée et l'Etat Islamique (sans invoquer aucun fait objectif pour baser ce déni), cite comme source un consultant d'une compagnie londonienne d'évaluation de risque. Le risque élevé évalué pour un pays se traduit par des conséquences économiques négatives, et il est compréhensible que les autorités veuillent l'éviter.

Il n'est évidemment pas acceptable que les autorités soient prêtes à faire disparaître des journalistes pour faire oublier les facteurs négatifs conduisant à une évaluation élevée du risque du pays.

Le déni intellectuel du djihadisme est normalement issu d'une vision de la réalité en noir et blanc. Les motivations économiques, sociales, politiques ou religieuses apparaissent non comme complémentaires mais comme alternatives ; l'organisation plastiquement complexe, typique du djihadisme, est exclue des raisonnements. On considère donc la présence

²¹ Voir [ici](#) le rapport de 'The Organization for World Peace '

simultanée de l'État Islamique et de l'Al Shabaab Somalien aux Machababos du Mozambique comme mutuellement exclusives.²²

Mais dans le cas du Mozambique il y a d'autres formes de désinformation plus sophistiquées sur la réalité du djihad qui sont plus significatives que le simple déni utilisé dans le cas du Congo, et elles sont liées aux accusations faites aux promoteurs du projet gazier qu'on abordera au point suivant.

3. Les enjeux du gaz et du climat

Les gaz naturels, auparavant parents pauvres de l'exploitation d'hydrocarbures, au point d'être systématiquement brûlés lors de l'extraction de pétrole, ont vu leur importance et leur place dans l'exploitation de l'énergie fossile s'élever que ce soit par rapport au charbon ou par rapport au pétrole.

Les technologies nécessaires au transport et au stockage de gaz ont bénéficié d'améliorations constantes. La mise au point des procédés de liquéfaction et de regazéification du méthane (Gaz Naturel Liquide, GNL) a notamment permis son commerce à travers les Océans à partir des années 1960. La procédure de liquéfaction du méthane est, cependant, assez exigeante au niveau de la consommation d'énergie et au niveau de la pureté du gaz.

L'utilisation du méthane d'origine naturelle, notamment s'il est issu du processus de liquéfaction, a beaucoup d'avantages environnementaux comparativement au pétrole et surtout par rapport au charbon. Il génère moins de gaz à effet de serre par unité d'énergie fournie que les alternatives et, surtout, il émet beaucoup moins de polluants.

Cela étant, d'un point de vue global, en prenant en considération la totalité du cycle du produit, les résultats peuvent être assez différents, surtout s'il faut utiliser des procédés d'extraction comme le 'fracking'. Ces résultats dépendent aussi des fuites de gaz engendrées par le processus sachant que leur quantification est assez difficile.

Le gaz naturel était présenté jusqu'à récemment comme une énergie de transition vers un mix moins émetteur de gaz à effet de serre, mais ceci n'est plus le cas pour tout le monde.²³ Cependant, il y a toujours l'argument de considérer des mécanismes de capture de carbone utilisés comme moyen pour annuler l'émission des gaz à effet de serre.

Ainsi, la dernière annonce concernant l'augmentation de production et d'exportation de GNL par le Qatar ([11 avril, 2021](#)) mentionne un système de capture et de séquestration de carbone qui réduirait les émissions de gaz à effet de serre mais aucun détail précis n'est avancé.

L'idée de faire de la capture et de la séquestration de carbone (CCS) une activité économique majeure est contemporaine de l'idée de faire de l'émission atmosphérique du carbone le grand problème auquel l'humanité est confrontée. Même si le contribuable a déjà dépensé

²² Voir par exemple le rapport anonyme publié par 'CHR Michelsen Institute' en [mai 2020](#). Il considère six scénarios qui seraient alternatives à cause de motivations différentes d'acteurs différents.

²³ Par exemple, en Belgique, on considère que le gaz sera la principale énergie utilisée dans le scénario de référence, mais il devra être remplacé dans la presque totalité dans le scénario dit «décarbonisé». Voir, '[Scénarios pour une Belgique bas carbone à l'horizon 2050 Synthèse des résultats](#)'

des sommes colossales dans la mise au point de ces technologies (voir par exemple, le rapport de la Cour de Comptes Européennes numéro 24 de [2018](#)) on n'a pas encore trouvé de système de CCS efficace et sans risques environnementaux trop élevés pour pouvoir se présenter comme des alternatives à l'utilisation des énergies renouvelables.²⁴ Pour l'Union Européenne, dans sa vision énergétique pour [2050](#), il n'y a donc pas de place pour le gaz naturel comme source d'énergie.

Malgré ceci, l'idée que le gaz n'a pas d'avenir n'est pas consensuel. Par exemple, les projections de McKinsey ([26 février, 2021](#)) s'orientent vers un accroissement constant du marché de GNL jusqu'à 2037 et vers une légère décroissance de 0.4% de 2035 à 2050.²⁵

Les projections de la principale association de pays exportateurs de gaz pour 2050 – le Gas Exporting Countries Forum (GECF) organisation fondée à Téhéran et siégeant au Qatar – datant de [février, 2021](#), prévoient une croissance toujours plus lente de la production, mais aucun point d'inflexion avant 2050. Ces projections sont les plus importantes dans le contexte du présent rapport puisqu'elles sont vraisemblablement les plus accréditées par les principaux acteurs au marché du gaz.

En ce qui concerne le marché global du GNL, le rapport (p. 82) prévoit son renforcement tant par rapport à la production que par rapport au commerce extérieur du gaz. À la suite de l'impact de la crise globale 2020/2021, le rapport (p. 83) dit que, seuls les projets au Qatar et au Nigeria avancent selon les prévisions.

Le rapport prévoit que le Qatar restera le premier exportateur mondial (place que le pays occupe avec quelques interruptions depuis 2006), que la Russie sera le deuxième, suivi par les Etats Unis, le Mozambique pouvant devenir le cinquième après l'Australie. (Pp. 82-83)

Quant à l'Iran, le rapport considère que sa position dépendra de l'évolution des sanctions internationales et de sa capacité d'attraction, des savoir-faire technologiques internationaux et qu'après 2040 il pourrait être un des dix principaux exportateurs mondiaux (p. 83).

La conclusion du rapport, en toute circonstance, est que le scénario le plus probable sera un excès de l'offre par rapport à la demande et que cet excès pénalisera l'offre moins concurrentielle.

Les Etats Unis sous la Présidence Biden ont proclamé leur intention de devenir les leaders du combat du 'changement climatique' et se sont multipliés en initiatives internationales ayant le 'climat' comme objectif. Cependant, les prévisions de court et de moyen terme aux USA tendent vers une poussée accentuée de la production et de l'exportation de gaz, notamment l'exportation du GNL.

L'agence nationale américaine de l'énergie prévoit ([18 février, 2021](#)) une accélération de l'exportation de GNL en 2022 qui dépassera l'exportation de gaz par gazoduc. Les prévisions à moyen terme (par exemple, Energy & Environment News, [8 mars, 2021](#)) sont un doublement des exportations de GNL de 2020 à 2029.

²⁴ Voir par exemple le rapport de la branche écossaise des 'Amis de la Terre' sur le plan d'utilisation de ces systèmes datant de [janvier 2021](#).

²⁵ En partie, le GNL serait destiné à la transformation industrielle plutôt qu'à la consommation énergétique. Les prévisions européennes citées se réfèrent seulement au marché énergétique.

Les arguments pour compatibiliser l'écart croissant entre les intentions déclarées de 'décarboniser l'énergie' et les projections pour l'augmentation de l'exportation de GNL sont assez vagues. On parle en termes diffus ; soit d'un amoindrissement des émissions dans le processus d'extraction de gaz, soit d'une focalisation dans le remplacement du charbon par le gaz et, un peu comme partout, de possibles projets de capture et séquestration de carbone.

La 'révolution climatique' de l'administration Biden est surtout une révolution sémantique avec un impressionnant assemblage de clichés – voir par exemple [ici](#) la déclaration de la Maison Blanche au sommet du climat d'avril 2021 – dépourvue de faits, chiffres et explications.

L'approche du Qatar est aussi basée sur la dissociation entre le discours et la réalité. Le pays multiplie ses plans pour renforcer sa position comme premier pays exportateur de GNL au monde et en même temps, il multiplie ses déclarations sur le changement climatique et annonce des projets climatiques phare.

Le Qatar a annoncé (Reuters, [3 avril, 2017](#)) la fin de son moratoire de douze ans sur l'expansion de l'exploitation de gaz de son champ gazier que le pays partage avec l'Iran (North Dome du côté qatari et South Pars du côté iranien) et qui est le plus grand au monde. Interrogé par la presse au sujet de la coordination entre les deux pays pour l'extraction gazière de ces réserves communes, Saad Al Kaabi, de Qatar Petroleum a déclaré que le Qatar tiendra son voisin informé.

Selon l'agence Reuters, le [3 février, 2021](#) le Qatar a annoncé que cette extension entrera en pleine exploitation en 2026, augmentant la capacité installée de 77 à 110 millions de tonnes de GNL.²⁶

Plusieurs articles publiés par 'Oil Price' (e.g. Slav, I., [11 avril, 2021](#) ; Messler, D. [10 mai, 2021](#) et Meliksetian, V. [15 mai, 2021](#)) adressent positivement la capacité du Qatar à vaincre la concurrence américaine, à renforcer son hégémonie sur le marché et à 'verdir' sa production notamment par l'installation de projets de capture et séquestration du carbone. L'article de Messler ([10 mai, 2021](#)) parle aussi d'une coordination spéciale de production entre le Qatar et la Russie. Bloomberg ([21 mai, 2021](#)) évoque également la notion d'une politique agressive de prix et d'entente du Qatar avec la Russie et la Chine pour renforcer leur position sur le marché et vaincre la concurrence américaine et australienne.

Simultanément, l'Emirat a fait un plaidoyer pour le climat. Selon l'agence d'information turque AA, ([18 avril, 2020](#)) l'émirat a autorisé la création de la première et unique organisation de jeunesse pour l'environnement en 2015. Cette association a réclamé des mesures pour le changement climatique semblables à celles prises en réponse à la pandémie virale de l'année. Le fondateur de l'association a loué l'Emir du Qatar Sheikh Tamim bin Hamad al Thani pour l'organisation du championnat du monde de football intégrant des principes environnementaux. Il a aussi loué le pays pour avoir passé la commande à Total et à Marubeni (entreprise japonaise) d'une usine de production d'énergie solaire de 800 Mw. Cependant, le fondateur de l'organisation environnementale Qatari n'a pas fait de référence aux plans du pays pour renforcer sa position de premier exportateur mondial de GNL.

²⁶ Les projections du GEFC ([février, 2021](#), p. 91) parle d'une capacité installée de 126 MTPA en 2027.

Trois ans avant l'autorisation octroyée à la première organisation de jeunesse pour l'environnement, en [novembre 2012](#), le Qatar a organisé en association avec les Nations Unies la conférence sur le changement climatique où plusieurs centaines d'organisations non-gouvernementales étaient présentes.

Concernant le Mozambique ; d'après le [site web de Total](#) (qui n'a pas encore été revu à la suite des informations citées dans l'introduction de cet article) un investissement de 20 milliards de dollars a été approuvé en 2019 et la production devrait commencer en 2024. Sur les 65 billions de pieds cubes de gaz naturel récupérable, la capacité maximale prévue était estimée à 43 millions de tonnes par an (MTPA).

Un rapport d'une entreprise du secteur datant de [juillet 2020](#) avait comme titre significatif « Le Mozambique est-il la prochaine grande puissance énergétique du monde ? » À part quelques projets plus petits, c'est l'usine de liquéfaction de Rovuma et le projet de GNL dirigé par Total qui « seront responsables de la transformation du Mozambique passant d'un acteur mineur des hydrocarbures en géant mondial de l'énergie ». Selon ce rapport les estimations les plus récentes indiquent que le bassin de Rovuma contient à lui seul « un stupéfiant 1125 Tcf [trillions de pieds cubes, soit 35396 km³] de ressources en gaz naturel.

D'autres investissements gaziers parallèles sur la même zone, comme ceux dirigés par ExxonMobil et ENI (avec une participation minoritaire de la compagnie pétrolière portugaise GALP) augmentent l'importance de l'enjeu gazier du Nord du Mozambique (voir CNBC, [16 avril, 2021](#))

Alda Salomão, dirigeante de l'association environnementale mozambicaine 'Centro Terra Viva' lors de déclarations à la presse le [26 août, 2013](#) a déploré le manque de protection des intérêts de la population par les autorités dans le processus d'expropriation de terres en vue de l'installation des compagnies gazières. Le souci exprimé par l'organisation était d'éviter que les mauvais exemples de l'exploitation du charbon soit suivis à l'occasion de ces nouveaux investissements.

Les organisations environnementales internationales sont par principe opposées à toutes les exploitations gazières, soit pour des raisons environnementales, soit, plus particulièrement, à cause de leurs émissions de gaz à effet de serre. Pourtant, les développements gaziers prévus au Mozambique ont été ciblés d'une façon tout à fait singulière, contrastant vivement avec le traitement d'autres projets contemporains, notamment ceux du Qatar auxquels on vient de faire référence.

Si au départ, on a pu constater des revendications locales, que ce soit pour le respect des droits des habitants, pour l'accès aux emplois générés par l'exploitation gazière à la population locale, et pour la protection de l'environnement, des organisations et des acteurs internationaux vont progressivement s'imposer, leur seul objectif étant de faire cesser l'exploitation gazière au Mozambique, objectif qui justifie tous les arguments et toutes les formes de pression.

Le premier rapport de l'organisation environnementale internationale 'Amis de la Terre' au sujet du Mozambique est daté de [2016](#) et signé par Kate DeAngelis de la branche américaine de l'organisation. Il y est fait plusieurs remarques négatives quant à la gouvernance du projet,

accusant notamment les autorités de faire main basse sur les indemnités versées par le consortium gazier aux gens déplacés en raison de l'installation du consortium. Le rapport accuse aussi les autorités locales de menaces de violence sur l'équipe d'enquêteurs, incluant son auteur principal.

Ces accusations sont vraisemblables, notamment parce qu'elles sont en phase avec d'autres, faites par plusieurs organisations et individualités comme on l'a déjà vu dans ce rapport. Il serait donc compréhensible, jusqu'à un certain point, que l'agressivité des responsables locaux mozambicains aient favorisé l'acharnement de cette organisation contre ce projet en particulier.

Le rapport fait constat des préoccupations sociales et environnementales liées à l'impact du projet, de sa mauvaise gouvernance, mais pointe également le fait que pour une grande partie des gens interviewés, le projet soulevait beaucoup d'attentes au niveau de l'emploi et de la situation économique. C'est un constat plutôt honnête, qui sera pourtant perdu de vue dans l'action future de l'organisation.

L'auteur du rapport se montre fortement critique sur l'impact de la production et de l'exportation de gaz liquide en raison de leurs fortes émissions de gaz à effet de serre, une préoccupation qui naturellement devrait être commune à tous les projets reposant sur la liquéfaction et l'exportation de gaz. Pourtant, d'une façon assez surprenante, on n'a pas réussi à retrouver le moindre rapport ou examen critique de cette organisation vis-à-vis du premier exportateur mondial de GNL au monde. Ceci est tout à fait étonnant vu que le projet gazier en développement au Qatar a une dimension au moins aussi importante, si ce n'est plus, et un calendrier d'exécution similaire à celui des projets gaziers du Mozambique.

En réalité, ceci coïncide avec plusieurs initiatives d'autres organisations environnementales qui ont toutes fortement ciblé le Mozambique (parfois aussi d'autres projets localisés dans des pays moins-développés) mais qui ont toujours épargné le Qatar.²⁷

En 2016, le projet était encore dominé par des compagnies et des mécanismes financiers américains et chinois, situation qui changera ultérieurement. L'auteur du rapport constate que le projet semble alors presque paralysé pour des raisons qu'elle associe aux bas cours du gaz sur le marché international.

Le rachat des intérêts de la compagnie américaine Anadarko par Total fut annoncé le [30 septembre, 2019](#). L'alignement international des autres intérêts liés au projet évolua aussi beaucoup. Selon un article paru le [16 juillet, 2020](#) (The Economic Times, Mumbai) la deuxième entreprise la plus importante du consortium était désormais japonaise et plusieurs compagnies publiques indiennes occupaient ensemble la troisième position.

La campagne des organisations se réclamant de la défense de l'environnement contre l'exploitation gazière au Mozambique sera relancée en 2018. La quasi-totalité de la campagne gravite autour d'une citoyenne sud-africaine qui se présente comme chercheuse et journaliste pour la presse officieuse de l'Emirat du Qatar, Al-Jazeera, et qui simultanément

²⁷ À la surprenante exception de l'Iran et du Qatar, on peut facilement trouver des rapports critiques sur les projets gaziers des principaux pays producteurs, bien que ces critiques ne soient pas comparables à la violence des critiques adressées au projet du Mozambique.

coordonne la campagne 'Non au Gaz' d'une ONG Mozambicaine 'Justice Environnementale' intégrée au réseau d'ONG des Amis de la Terre, et qui apparait comme auteur ou collaboratrice dans un nombre impressionnant de rapports et publications en tout genre où elle se fait l'écho des mêmes points de vue.

Le [9 juillet, 2009](#), Ilham Rawoot écrit sur le blog de l'organisation 'Islamic Research Foundation International, Inc' un plaidoyer pour renforcer le pouvoir législatif de la Sharia au sein de la République d'Afrique du Sud sous prétexte que ce serait favorable à la protection des intérêts de la femme.

Cette organisation, dirigée par un Indien et qui avait fait l'apologie de Bin Laden, se trouve au cœur d'une recherche menée par Al Arabiya ([5 août, 2019 ; mis à jour le 20 mai, 2020](#)) concernant le réseau islamiste financé par 'Al Rayan Bank', la deuxième banque Qatari, selon Al Arabiya, avec des connections aux autorités du pays.

Ilham Rawoot a aussi écrit contre ce qu'elle appelle : 'l'occupation du Kashmir par l'Inde' (All Africa, [2 octobre, 2019](#)) ainsi que pour le boycott des produits d'Israël (Mail&Guardian, [16 septembre, 2011](#)).

Le [3 septembre, 2018](#), Ilham Rawoot écrit au Daily Maverick un article contre la concession de crédits destinés à l'investissement dans les projets gaziers au Mozambique. Le projet est présenté comme catastrophique soit pour l'environnement soit pour les populations locales (contrairement au rapport de DeAngelis, il n'y figure aucune préoccupation de rapporter des opinions divergentes).

Concernant le terrorisme, le rapport du Daily Maverick y fait une allusion qui sera développée ultérieurement : 'l'industrie a été liée à des attaques terroristes horribles récentes contre les communautés environnantes'²⁸. L'article est repris le lendemain ([4 septembre, 2018](#)) par 'The Mozambique Resources Post, the First National Source of Mining, Energy, Oil and Gas News'

En [2019](#), Rainforest Action Network, à la tête d'un ensemble d'organisations environnementales, publie un vaste rapport titré 'Banking on Climate Change, Fossil Fuel Finance Report Card'. Les projets gaziers au Mozambique sont spécialement cités avec les mêmes arguments que ceux présentés par Ilham Rawoot. Aucune mention se rapportant aux projets gaziers au Qatar n'y est faite. Une autre organisation appelée 'Gastivists Collective Leave it in the Ground Initiative (LINGO)' publie la [même année](#) un autre rapport que devrait aussi couvrir l'ensemble de la production gazière mais qui est focalisé sur le Mozambique et l'Indonésie, sans aucune évocation des projets au Qatar²⁹. Les deux rapports remercient la coopération de Ilham Rawoot.

Les articles et rapports de 'Ilham Rawoot', diffusés soit sur Al-Jazeera, soit sur d'autres supports, signés personnellement ou en tant que co-auteur, vont se succéder, martelant les mêmes propos, et pressant les entités financières et autres à boycotter le projet avec une violence croissante.

²⁸ Traduction de la responsabilité de l'auteur de l'original en anglais : 'the industry has been linked to recent horrific terrorist attacks on surrounding communities'

²⁹ Ce rapport annonce l'appui financier du budget européen.

En ce qui concerne le djihadisme, la tactique sera beaucoup plus agressive et sophistiquée que le simple déni du djihadisme utilisé ailleurs. Il n'est pas question de nier son existence mais d'insinuer que la victime est le véritable coupable. Outre l'accusation que la violence employée par l'armée contre la population serait comparable à celle employée par les 'insurgés' (Business Day, [23 juin, 2020](#)), faite en termes génériques sans aucune preuve comme support, Ilham Rawoot suggère que l'industrie gazière pourrait être la véritable commanditaire du terrorisme avec, entre autres objectifs, d'évincer les populations de ces terres (Al Jazeera, [24 février, 2020](#)).³⁰

Les articles et rapports initiaux vont entraîner un raz-de-marée d'accusations en crescendo contre l'exploitation du gaz au Mozambique, dans le contexte d'une guerre d'information sans scrupules ni principes, toujours animée par Ilham Rawoot mais reproduite un peu partout, presse de référence incluse, répétant parfois, sans référence de citation ce qui était déjà affirmé ailleurs.

À titre d'exemple, on peut citer :

- 'Mozambique GNL détruit villages et environnement'³¹, Rainforest Action Network, paru le [19 mars, 2019](#). Le rapport est co-signé par Ilham Rawoot. Ce rapport, comme le rapport signé aussi par Rainforest Action Network à la tête du consortium et auquel on s'est référé dans la page antérieure, est paru la même année de 2019 ;
- 'De l'eldorado gazier au chaos', Amis de la Terre, paru en [juin, 2020](#), rapport co-signé par Ilham Rawoot. On peut y trouver, entre autres, l'expression d'un doute sur les liaisons du terrorisme avec l'État Islamique et Al-Shabaab (p. 3).³²
- 'Les banques détournent les yeux sur les pots de vin relatifs aux champs gaziers du Mozambique'³³ texte paru sur Business Live le [23 juin, 2020](#), signé par Ilham Rawoot. L'article fait des références générales et aucune référence concrète à l'utilisation de pots de vin financés par la banque dans le contexte des projets gaziers mozambicains.
- 'Les investisseurs et les activistes poussent la Standard Bank à assainir sa loi sur le climat'³⁴ texte paru sur Daily Maverick, 1 juillet, 2020, co-signé par Ilham Rawoot. Le texte presse une entité financière à cesser le financement de l'exploitation de gaz au Mozambique.

³⁰ L'article est écrit d'un ton assez menaçant et est titré : « Le Mozambique, riche en gaz, pourrait se diriger vers une catastrophe. L'industrie du gaz extractif au Mozambique a fait plus de dégâts que de bien aux Mozambicains. » Traduction de la responsabilité de l'auteur de l'original en anglais : 'Gas-rich Mozambique may be headed for a disaster. The extractive gas industry in Mozambique has done more damage than good for Mozambicans.' L'accusation est reprise dans d'autres écrits, par exemple par Hasam ([27 mars, 2021](#)) à 'Class Jihad', un blog qui, comme le nom l'indique, fait une synthèse entre la doctrine du djihad et la doctrine de la lutte de classes, ou encore par Martinez et al. ([8 avril, 2021](#)) à CETRI (Centre Tricontinental). Les deux rapports ont des approches semblables et citent Ilham Rawoot comme source de ces raisonnements.

³¹ Traduction de la responsabilité de l'auteur de l'original en anglais. 'Mozambique LNG destroys villages and the environment'

³² 'L'insurrection, prétendument reliée à l'État islamique et à Al-Shabaab, s'est construite sur un enchevêtrement de tensions sociales, religieuses et politiques, exacerbées par l'explosion des inégalités et les violations des droits humains liées aux projets gaziers.'

³³ Traduction de la responsabilité de l'auteur de l'original en anglais : 'Banks are turning a blind eye to Mozambique gas field graft'

³⁴ Traduction de la responsabilité de l'auteur de l'original en anglais : 'Investors and activists push Standard Bank to clean up its climate act'

- 'La vie des journalistes mozambicains est en jeu à Cabo Delgado L'UA [Union Africaine] a regardé ailleurs alors que le Mozambique réprime agressivement les journalistes qui couvrent la violence dans le nord.', paru le 7 mars, 2021, article d'Al-Jazeera' co-signé par Ilham Rawoot. La présentation des compagnies gazières comme responsables du terrorisme sans apporter la moindre preuve de ces accusations est ici claire : 'Depuis des années, le journaliste Mbaruco couvre les violences à Cabo Delgado, où des groupes armés terrorisent des civils depuis 2017. Les violences ont fait des centaines de morts et forcé plus de 565 000 personnes à fuir leurs maisons et leurs villages. Malheureusement, l'histoire de Mbaruco n'est pas isolée. De nombreux journalistes locaux qui font état de ces violences et de leurs liens avec l'industrie multinationale du gaz naturel liquéfié (GNL) de Cabo Delgado, d'une valeur de 50 milliards de dollars, ont été soumis à des arrestations arbitraires, à des détentions illégales, à des actes de torture et à des agressions commis par l'armée et la police du Mozambique depuis 2018.'³⁵

L'attaque à Palma bien qu'ayant remis en cause la poursuite du projet gazier au Mozambique et apporté un démenti à la campagne calomnieuse accusant les compagnies gazières d'être responsables du terrorisme dont elles sont les victimes, n'a nullement fait fléchir l'attaque contre l'exploitation gazière au Mozambique mais bien au contraire.

Les 'Amis de la Terre' publient le [22 avril, 2021](#) leur autorisation à contester auprès du Tribunal les garanties publiques de crédit octroyées au projet gazier du Mozambique. Le [29 avril, 2021](#) la filiale de l'organisation 'Amis de la Terre' au Mozambique (Justiça Ambiental) dans un communiqué de presse signé par un grand nombre d'organisations non-gouvernementales environnementales accuse Total de fuir ses responsabilités en abandonnant le projet.

Il n'y a aucune cohérence dans la déclaration qui réclame simultanément l'abandon du projet et la poursuite des paiements et contrats locaux engendrés par le projet et qui n'explique non plus comment serait-il possible que les entreprises gazières soient simultanément les responsables et les victimes du terrorisme.

Plus important, comme on l'a vu, ce sont les conflits d'intérêt des animateurs de la campagne contre le gaz au Mozambique, en lien avec le principal producteur exportateur mondial de gaz liquide et le manque absolu de cohérence dans le choix de la victime de la campagne. Cela nous amène à penser qu'on est devant une guerre d'intérêts plutôt qu'une guerre de principes.

³⁵ Souligné de la responsabilité de l'auteur ; traduction de la responsabilité de l'auteur de l'original en anglais. Titre: 'Mozambican journalists' lives are on the line in Cabo Delgado, The AU has stood by as Mozambique aggressively represses journalists covering the violence in the north. Texte: For years, Mbaruco has been covering the violence in Cabo Delgado, where armed groups have been terrorising civilians since 2017. The violence has left hundreds dead and forced more than 565,000 people to flee their homes and villages. Sadly, Mbaruco's story is not an anomaly. Many local journalists reporting on the violence, and its links to Cabo Delgado's \$50bn multinational liquefied natural gas (LNG) industry, have been subjected to random arrests, unlawful detentions, torture and assaults by Mozambique's military and police since 2018. Just a month before Mbaruco's encounter with "soldiers", another local journalist, Roberto Abdala, had disappeared in the same region.'

4. Djihad, Etats, Gaz, Désinformation et Intérêts

a) Djihad et fragilité de l'État au Mozambique

La progression du djihad en Afrique est un phénomène global et il a atteint aujourd'hui la plus grande partie du continent ; même des pays où l'Islam a une présence historiquement résiduelle ou nulle, comme la République Démocratique du Congo. Le développement du phénomène n'est pourtant pas uniforme et il est important d'analyser ces situations particulières. Le djihad en Afrique s'est développé dans les Etats faibles ou dans des périodes où les États étaient particulièrement faibles et à la suite de l'essor des mouvements d'endoctrinement djihadiste ; deux conditions qui furent remplies au Mozambique.

Dans ce contexte, il est important de prendre en compte l'empreinte somalienne dans l'expansion du djihad, qui est assez évidente mais que, pour des raisons obscures, la communication sociale en général et les réservoirs à idées occidentaux tiennent à écarter. La violence et le succès du djihad au Nord du Mozambique ont dépassé ce que ce dernier a réussi au Kenya, en Tanzanie ou en Ouganda, pays voisins de la Somalie.

Ceci peut naturellement se comprendre par les conditions nationales mozambicaines suffisamment plus favorables à l'essor du djihadisme que chez les trois pays voisins de la Somalie, dont on a parlé. C'est seulement avec des études comparatives entre les pays en cause qu'on pourrait envisager une réponse objective à la question, études comparatives dont on ne dispose pas. Il n'y a pas une problématique purement Mozambicaine du phénomène, et la discussion purement nationale développée par plusieurs analystes ne me semble pas adaptée pour répondre à la question qui se pose, à savoir, pourquoi le djihad au Mozambique ?

b) La guerre du GNL

Indépendamment de la réponse à la question précédente, il se peut que des intérêts particuliers de pays tiers aient pu jouer un rôle non-négligeable – voir catalyseur – du djihadisme au Mozambique. Le problème majeur ici est la tendance généralisée des analystes à voir les problèmes en termes purement dichromatiques.

J'ai évoqué l'importance de la question du contrôle du pétrole du Golfe dans l'invasion de l'Iraq ([e.g. Casaca, 2008](#)). Cette question a certainement joué un rôle, pas d'une façon linéaire et complotiste, mais plutôt comme un élément significatif dans un scénario global d'affrontements.

En effet, la carte et le calendrier du développement du djihad au Mozambique et en Tanzanie ont de claires coïncidences avec celles des exploitations gazières dans la région, ce qui est un élément important en soi mais pas suffisant pour en tirer des conclusions.

Dans ce contexte, il est assez intéressant de prendre en considération la façon dont le Qatar a utilisé ses réseaux d'influence en Somalie pour se débarrasser de la concurrence des Émirats Arabes Unis, histoire originellement publiée par le New York Times (NYT, 22 juillet, 2019) sous le titre 'With Guns, Cash and Terrorism, Gulf States Vie for Power in Somalia'.

Le rapport repose sur des écoutes téléphoniques de l'ambassade qatarie en Somalie dont la véracité n'est pas discutée par les autorités de l'Émirat. Elles confirment l'implication d'un

homme d'affaires très proche du pouvoir dans des attentats terroristes de Al Shabaab et de l'État Islamique, ciblant la présence des Emirats Arabes Unis dans le pays.

Le rapport fait état des bonnes relations établies par l'autorité qatarie soit avec Al-Shabaab, soit avec sa dissidence de l'État Islamique, soit même avec les autorités officielles du pays, bien que les trois entités soient en guerre entre elles.

Il y a deux leçons fondamentales à tirer de ce rapport, la première est bel et bien que le Qatar n'a pas de scrupules à utiliser le terrorisme pour faire la 'guerre économique' ; et la deuxième est que le pays a une capacité remarquable à influencer les diverses parties dans un conflit.

Pour ce qui est de la deuxième conclusion, il suffit de constater comment le Qatar a réussi à simultanément installer le siège des Talibans et l'essentiel de la cinquième flotte de la marine nord-américaine, pour se rendre compte de l'étonnante flexibilité diplomatique de l'Émirat.

Pour ce qui est de la première, elle nous aide à comprendre comment les deux factions djihadistes qui se combattent mutuellement peuvent, dans certaines circonstances, coopérer. Ainsi, la grande question qui se pose à la majeure partie des analystes du djihad au Mozambique, c'est-à-dire celle de savoir à quel réseau international elle fait partie, n'est pas aussi déterminante qu'ils le croient.

c) Les empreintes de la guerre d'information

Comme n'importe quelle guerre, le djihad au Nord du Mozambique se développe tant au niveau strictement militaire qu'au niveau informationnel. Dans le cas du Mozambique, ce qui fait particulièrement soupçonner que les disputes globales sur le marché du GNL sont un aspect déterminant du djihad, est le type de guerre de l'information qui est menée contre l'exploitation gazière.

Le fait que la personne qui apparaît partout comme principale animatrice de la propagande contre l'exploitation gazière au Mozambique ait débuté sa carrière en coopérant avec une organisation financée par une institution financière Qatari et qu'elle se présente comme journaliste du principal réseau de communication de l'Émirat, constitue un flagrant conflit d'intérêts.

La partialité avec laquelle plusieurs organisations internationales environnementales ont combattu l'exploitation gazière du Mozambique ; en faisant écho aux accusations gratuites de complots entre l'industrie gazière et le djihad ; en ignorant le conflit d'intérêts auquel on a fait référence ; et en maintenant un silence complet sur les projets du plus grand exportateur mondial de GNL, est scandaleuse.

Il existe un élément supplémentaire significatif qui nous mène à tourner notre regard vers l'Émirat : c'est le style de campagne de dénigrement qui a touché l'exploitation au Mozambique. Ce style fut étudié par Irina Tsukerman dans un rapport paru le 1 mai, 2020, au 'Republic Underground' titré 'Qatar's Use of Hacking and Mass Media To Assassinate Characters of Rivals and to Shut Down Criticism: Implications for Reputational Management'.

La guerre pour la primauté dans le marché global du GNL est bel et bien ouverte et, comme on l'a vu au point précédent, le numéro un mondial y est complètement engagé, adaptant ses instruments de guerre aux diverses réalités présentes sur le terrain.

Un élément supplémentaire, fondamental dans cette problématique, est que les plus grandes réserves gazières mondiales, connues sous deux noms différents selon le pays et selon la juridiction dont elles dépendent, ne peuvent pas être exploitées sans concertation entre les deux pays partenaires, le Qatar et l'Iran, dont les intérêts sont donc solidement liés.

Il ne faut pas se faire d'illusions sur ce qui est en cause ni trop croire aux slogans publicitaires où des belles intentions cachent trop souvent des intérêts assez différents de leur emballage.

Dans cette guerre, pour le moment, il y a un perdant majeur qui est le peuple Mozambicain et des perdants secondaires qui sont les principaux investisseurs impliqués dans le développement du pays. La compréhension claire de tous les aspects du défi auquel ils sont confrontés est la condition essentielle pour renverser la situation.

Au point suivant on déclinera quelques suggestions sur ce qu'il est envisageable de faire.

5. Pistes d'action

Les pistes d'action sont de 3 natures : - aider au renforcement de l'Etat, assurer une coopération militaire pour lutter contre le djihadisme et maîtriser une information transparente et objective.

1. Les questions relatives à la faiblesse de l'État du Mozambique sont réelles et doivent être considérées comme les plus importantes à traiter par la communauté internationale. Les Nations Unies, sous l'égide de leur Programme Environnemental, ont publié en 2018 un document intitulé 'Strengthening Environmental Management in the Oil and Gas Sector in Mozambique' qui pourrait servir de base pour un programme commun s'appuyant sur les objectifs du développement soutenable 2030 des Nations Unies.

Le programme doit être établi dans la province de Cabo Delgado avec des extensions possibles aux provinces voisines. Il doit être exhaustif, prenant en considération tous les aspects humains et environnementaux, notamment le respect mutuel des traditions ethniques et religieuses. Il doit également être basé sur des principes affirmés de transparence.

La coopération de la véritable société civile est indispensable, mais il faut s'assurer de l'absence de conflits d'intérêts et d'agents déstabilisateurs cachés derrière des causes humanitaires ou environnementales.

Le financement du programme doit être discuté en toute transparence, prenant naturellement en considération le degré assez élevé de la rentabilité potentielle de l'exploitation gazière du Mozambique (voir, par exemple, le rapport de Rystad Energy paru le 5 mai, 2021).

2. L'approche strictement militaire de la question sera dans le court-terme déterminante. L'équation de base doit être faite par les deux pays voisins qui font à présent l'objet de l'offensive djihadiste, c'est-à-dire le Mozambique et la Tanzanie. La concertation entre les différents acteurs qui sont déjà engagés – comme le Portugal, les Etats Unis et la France – est cruciale, et devrait être renforcée par la coopération des pays démocratiques qui ont déjà montré un intérêt pour le pays, soit en Europe, soit en Asie.

La tentation de prolonger sur le domaine militaire les disputes et intérêts divergents de cette alliance des trois pays occidentaux pourra se révéler comme la plus dangereuse pour le succès de la lutte contre le djihad.

3. Le troisième volet de l'approche est l'information et la doctrine. Le premier exportateur mondial de GNL a montré sa capacité à dénigrer les projets concurrents – notamment ceux du Mozambique – sur la scène internationale tout-en préservant l'image des siens. Ce comportement n'est d'ailleurs pas limité au champ de bataille du Mozambique (voir à ce titre, ce rapport du Blast daté du 29 avril, 2021 sur les financements qataris à des acteurs internationaux de première importance).

Les démocraties doivent exiger la transparence du monde politique, de l'information du commentaire politique, et surtout de ladite 'société civile'. On ne peut pas laisser ceux qui sont en guerre contre la liberté, la démocratie et les droits de l'homme se cacher derrière des fausses étiquettes.

Une opinion publique, un monde politique et une société civile transparents sont les conditions essentielles pour que les démocraties puissent mener la guerre de l'information.

L'infiltration des milieux islamistes dans les plus grandes compagnies sur la scène technologique mondiale – abordé d'une façon encore limitée dans le rapport de SADF paru le 9 mars, 2021 – apparaît comme la menace la plus importante à laquelle nous sommes confrontés. La mécompréhension des enjeux et la manque de capacité pour leur faire face est un frein à la résolution du problème.

Penser sérieusement l'échiquier de l'information comme le plus important dans la guerre totale à laquelle nous sommes confrontés est ainsi la troisième piste proposée.

Références :

Afanasiev, V. (2021, mars 24). Russia appoints three players to Pakistan gas pipeline plan. Upstream Energy Explored.

<https://www.upstreamonline.com/production/russia-appoints-three-players-to-pakistan-gas-pipeline-plan/2-1-986549>

Africa Intelligence.com (2021, mars 30). Total's Cabo Delgado security problems may force subcontractors to Mtwara port.

<https://www.africaintelligence.com/oil--gas/2021/03/30/total-s-cabo-delgado-security-problems-may-force-subcontractors-to-mtwara-port,109654340-art>

Alarabiya News (2020, août 05, mise à jour août 20). List of UK groups linked to Qatari-owned bank involved in terror financing.

<https://english.alarabiya.net/features/2019/08/05/List-of-UK-groups-linked-to-Qatari-owned-bank-involved-in-terror-financing>

Alier, J. et al. (2021, avril 8). Was the Cabo Delgado Massacre a Curtain Call for Mozambique's Methane Capitalism ? CETRI.

<https://www.cetri.be/Was-the-Cabo-Delgado-massacre-a?lang=fr>

Amis de la Terre (2020, juin). De L'Eldorado Gazier au Chaos - Quand la France pousse le Mozambique dans le piège du gaz.

<https://www.foei.org/wp-content/uploads/2020/06/De-leldorado-gazier-au-chaos-les-Amis-de-la-Terre-rapport-FR.pdf>

Baptista, A. (2018, octobre 23). Suposta presença de militantes tanzanianos provoca receios em Palma. VoaPortuguês.com.

<https://www.voaportugues.com/a/suposta-presen%C3%A7a-de-militantes-tanzanianos-provoca-receios-em-palma/4625708.html>

Bergman, R. et al. (2019, juillet 22). With Guns, Cash and Terrorism, Gulf States Vie for Power in Somalia. The New York Times.

<https://www.nytimes.com/2019/07/22/world/africa/somalia-qatar-uae.html>

Bir, B. (2020, avril 18). Qatar : 'Climate change issue demands COVID-19 like measures'. AA.

<https://www.aa.com.tr/en/environment/qatar-climate-change-issue-demands-covid-19-like-measures-/1809519>

Blast.info.fr. (2021, avril 29). Qatar connection : les documents qui visent Carla Bruni-Sarkozy, BHL et Laurent Platini.

https://www.blast-info.fr/articles/2021/qatar-connection-les-documents-qui-visent-carla-bruni-sarkozy-bhl-et-laurent-platini-9HQJ-w4kRFqJW-NRLEYWvg?fbclid=IwAR2S5DAN0dLBW7_5RtYSAx6Ubk0bLhg5duDb6QXAcIws4BfAVn1sqE6a-9g

Bloomberg (2021, mai 21). Qatar LNG Plans To Flood World Market.

<https://gcaptain.com/qatar-lng-world-market-exports/>

- Bonate, L. Transformations de l'islam à Pemba au Mozambique. *Afrique contemporaine* 2009/3 (n° 231), pages 61 à 76.
<https://www.cairn.info/revue-afrique-contemporaine-2009-3-page-61.htm>
- Candland, T. et al. (2021, mars). L'ÉTAT ISLAMIQUE EN RD CONGO. The George Washington University.
<https://extremism.gwu.edu/sites/g/files/zaxdzs2191/f/The%20Islamic%20State%20in%20Congo%20French.pdf>
- Capato Jr., L. (2019, mars 19). Mozambique LNG Destroys Villages and the Environment. Rainforest Action Network.
<https://www.ran.org/the-understory/lng-destroys-villages/>
- Casaca, P. (2008). The Hidden Invasion of Iraq.
<https://archumankind.com/wp-content/uploads/2019/11/Hidden-invasion-of-Iraq-book-1.pdf>
- Casaca, P. (2021, avril 4). Jihad na África Austral. *Jornal Tornado*.
<https://www.jornaltornado.pt/jihad-na-africa-austral/>
- Casaca, P. (2021, mai 03). Jihad no Congo. *Jornal Tornado*.
<https://www.jornaltornado.pt/jihad-no-congo/>
- Clark, L. et al. (2021, mars 8). Biden faces climate clash over LNG. *E&E News*.
<https://www.eenews.net/stories/1063726849>
- Courrier International (2021, mai 21). Accord. La France va prêter main-forte au Mozambique dans sa lutte contre le terrorisme.
<https://www.courrierinternational.com/article/accord-la-france-va-preter-main-forte-au-mozambique-dans-sa-lutte-contre-le-terrorisme>
- Davies, T. et al. (2020, juillet 1). Investors and activists push Standard Bank to clean up its climate act. *Daily Maverick*.
<https://www.dailymaverick.co.za/article/2020-07-01-investors-and-activists-push-standard-bank-to-clean-up-its-climate-act/>
- DeAngelis, K. (2016, septembre 14). Report from the Field : Perspectives and Experiences of Mozambican Communities and Civil Society on Liquefied Natural Gas Exploitation. The Friends of the Earth.
https://1bps6437gg8c169i0y1drtgz-wpengine.netdna-ssl.com/wp-content/uploads/2017/12/2016.09.14_Mozambique_LNG_Trip_Report.pdf
- DW.com (2013, août 26). Exploração do gás em Cabo Delgado não obedece às leis de Moçambique'.
<https://www.dw.com/pt-002/explora%C3%A7%C3%A3o-do-g%C3%A1s-em-cabo-delgado-n%C3%A3o-obedece-%C3%A0s-leis-de-mo%C3%A7ambique/a-17045808>
- EIA – U.S. Energy Information Administration (2021, février 18). Annual U.S. liquefied natural gas exports forecast to exceed pipeline exports in 2022.

<https://www.eia.gov/todayinenergy/detail.php?id=46796#:~:text=EIA%20forecasts%20LNG%20exports%20to,operating%20near%20full%20design%20capacity.>

EIP- European Institute of Peace (2018, septembre). THE ISLAMIC STATE IN EAST AFRICA.

https://www.eip.org/wp-content/uploads/2020/07/Report_IS-in-East-Africa_October-2018-3.pdf

European Commission, Climate Strategies & Targets. 2050 Long-term Strategy.

https://ec.europa.eu/clima/policies/strategies/2050_en

European Court of Auditors (2018, octobre 23). Special report No 24/2018 : Demonstrating carbon capture and storage and innovative renewables at commercial scale in the EU : intended progress not achieved in the past decade.

<https://www.eca.europa.eu/en/Pages/DocItem.aspx?did=47082>

Expresso (2019, juin 5). Ataques em Moçambique. Reivindicação do Daesh no norte do país é “enganadora”.

<https://expresso.pt/internacional/2019-06-05-Ataques-em-Mocambique.-Reivindicacao-do-Daesh-no-norte-do-pais-e-enganadora>

Feijó, J. (2021, avril). Caracterização e Organização Social dos Machababos a partir dos discursos de mulheres raptadas. Observador Rural n°119.

<https://omrmz.org/omrweb/wp-content/uploads/OR-109-Caracteriza%C3%A7%C3%A3o-e-organiza%C3%A7%C3%A3o-social-dos-Machababos.pdf>

Finn, T. (2017, avril 3). Qatar restarts development of world's biggest gas field after 12-year freeze. Reuters.

<https://www.reuters.com/article/us-qatar-gas-idUSKBN175181>

France24.com (2021, avril, 03). France's Total closes gas plant after Mozambique jihadist attacks.

<https://www.france24.com/en/africa/20210403-france-s-total-closes-gas-plant-after-mozambique-jihadist-attacks>

France24.com (2021, avril, 06). Au Mozambique, l'armée affirme avoir repris le contrôle de la ville de Palma.

<https://www.france24.com/fr/afrique/20210406-au-mozambique-l-arm%C3%A9e-affirme-avoir-repris-le-contr%C3%B4le-de-la-ville-de-palma>

France24 (2021 avril 26). Mozambique : Total suspend son projet gazier pour cas de "force majeure".

<https://www.france24.com/fr/%C3%A9co-tech/20210426-mozambique-total-suspend-son-projet-gazier-pour-cause-de-force-majeure>

Friends of the Earth (2021, avril 22). Friends of the Earth given permission to take UK government to court over Mozambique gas mega project.

<https://friendsoftheearth.uk/climate/friends-earth-given-permission-take-uk-government-court-over-mozambique-gas-mega-project>

Friends of The Earth Scotland (2021, Janvier 11). Report : Fossil Fuel Carbon Capture & Storage.

<https://foe.scot/resource/report-carbon-capture-storage-energy-role/>

Gamal, R. (2021, février 08). Qatar Petroleum signs deal for mega-LNG expansion. Reuters.

<https://www.reuters.com/article/qatar-petroleum-lng-int-idUSKBN2A81ST>

GECF-Gas Exporting Countries Forum (2021, février). Global Gas Outlook 2050 Synopsis.

<https://www.gecf.org/resources/files/events/gecf-to-unveil-latest-edition-of-flagship-publication-global-gas-outlook-2050/2020-edition-of-the-gecf-global-gas-outlook-2050.pdf>

Habibe, S. et al. Radicalização Islâmica no Norte de Moçambique, O Caso de Mocímboa da Praia. Cadernos IESE nº17/2019. Instituto de Estudos Sociais e Económicos (IESE). Mozambique.

https://www.iese.ac.mz/wp-content/uploads/2019/09/cadernos_17.pdf

Hanlon, J. (2018 juillet). The Uberization of Mozambique's heroin trade. Econstor.

<https://www.econstor.eu/bitstream/10419/224816/1/wp190.pdf>

Hasam, P. (2021, mars 27). LNG Jihad : Foreign Capital And War In Mozambique. Class Jihad.

<https://classjihad.com/lng-jihad/#easy-footnote-bottom-28-1607>

Haysom, S. (2018, octobre). WHERE CRIME COMPOUNDS CONFLICT- Understanding northern Mozambique's vulnerabilities. The Global Initiative Against Transnational Organized Crime.

<https://globalinitiative.net/wp-content/uploads/2018/10/TGIATOC-North-Mozambique-Report-WEB.pdf>

Ja! Justiça Ambiental (2021, avril 29). A TOTAL Foge das suas Responsabilidades com o seu Anúncio de "Força Maior" sobre os Projectos de Gás em Moçambique.

<https://justica-ambiental.org/2021/04/29/a-total-foge-das-suas-responsabilidades-com-o-seu-anuncio-de-forca-maior-sobre-os-projectos-de-gas-em-mocambique/?fbclid=IwAR2Frq7rdcfGkATKhpIp9LhS8klgnOcocvv4qAxEtF8krHHpd1gSEK625is>

Jornal de Negócios (2020, avril 27). Mota-Engil ganha contrato de 337 milhões em Moçambique.

<https://www.jornaldenegocios.pt/empresas/construcao/detalhe/mota-engil-ganha-contrato-de-337-milhoes-em-mocambique>

Le Monde (2021, mars 6). « La menace djihadiste dans l'est de la RDC est une pure invention ».

<https://www.lemonde.fr/afrique/article/2017/03/06/la-menace-djihadiste-a-l-est-de-la-rdc-est-une-pure->

[invention 5090023 3212.html?fbclid=IwAR37LblmSAFpeZiRdY7TBQNk8YtKuMSTCivnkiixyti6pZ3aYK--LWS_OcM](https://www.reuters.com/article/energy-mozambique/energy-mozambique-5090023-3212.html?fbclid=IwAR37LblmSAFpeZiRdY7TBQNk8YtKuMSTCivnkiixyti6pZ3aYK--LWS_OcM)

Leiroz, L. (2021, avril 1). Sino-Russian cooperation can quell the caliphate surge in Mozambique. CGTN.

<https://news.cgtn.com/news/2021-04-01/Sino-Russian-cooperation-can-quell-the-caliphate-surge-in-Mozambique-Z6isFWqJeU/index.html>

Lemos, A. et al. (2021, mars 7). Mozambican journalists' lives are on the line in Cabo Delgado. Aljazeera.

<https://www.aljazeera.com/opinions/2021/3/7/mozambican-journalists-lives-are-on-the-line-in-cabo-delgado>

LINGO-Gastivists (2019, mai). New fossil gas terminals profits over people.

<http://www.gastivists.org/wp-content/uploads/2019/05/New-Fossil-Gas-Terminals-Profits-over-People-Gastivists-LINGO-Report-2019.pdf>

Luke, L. (2021, avril 1). Portugal to Deploy Special Forces after Mozambique Attack. Future Directions.

<https://www.futuredirections.org.au/publication/portugal-to-deploy-special-forces-after-mozambique-attack/>

Machado, I. (2010, décembre 02). 256 somalis ilegais detidos no norte de Moçambique. Radio France International.

<https://www.rfi.fr/br/africa/20101202-256-somalis-ilegais-detidos-no-norte-de-mocambique>

Money J. (2012, octobre 29). Yunus swoops down on Haiti.

<https://moneyjihad.wordpress.com/2012/10/29/yunus-swoops-down-on-haiti/>

Nations Unis. Lettre datée du 2 juin 2020, adressée au Président du Conseil de sécurité par le Groupe d'experts sur la République démocratique du Congo.

<https://www.undocs.org/fr/S/2020/482>

McKinsey & Company (2021, février 26). Global gas outlook to 2050.

<https://www.mckinsey.com/industries/oil-and-gas/our-insights/global-gas-outlook-to-2050#>

Meliksetian, V. (2021, mai 15). Can U.S. LNG Compete In An Increasingly Crowded Market ? OilPrice.com.

<https://oilprice.com/Energy/Natural-Gas/Can-US-LNG-Compete-In-An-Increasingly-Crowded-Market.html>

Messler, D. (2021, mai 10). How Qatar Plans To Dominate LNG Markets. OilPrice.com.

<https://oilprice.com/Energy/Energy-General/How-Qatar-Plans-To-Dominate-LNG-Markets.html>

Mozambique LNG – Total. About the Project.

<https://www.mzlng.total.com/en/about-mozambique-liquefied-natural-gas-project>

- NESFircroft (2020, juillet 1). Is Mozambique The World's Next Great Energy Superpower ?
<https://www.nesfircroft.com/blog/2020/07/is-mozambique-the-worlds-next-great-energy-superpower>
- Ng'Wanakilala, F. (2020, octobre 22). Tanzania Confirms Terror Attack Near Its Southern Gas Fields. Bloomberg.
<https://www.bloomberg.com/news/articles/2020-10-22/tanzania-confirms-terror-attack-near-its-southern-gas-fields>
- OWP-Organization to World Peace ; 'Northern Mozambique Insurgency'.
https://theowp.org/crisis_index/northern-mozambique-insurgency/
- Pereira, A. (2013 mai). Somália : Santuário Terrorista ? O caso da Al-Shabaab. ISCTE – Instituto Universitário de Lisboa.
https://repositorio.iscte-iul.pt/bitstream/10071/6850/1/Som%C3%A1lia_Santu%C3%A1rio%20Terrorista_O%20Caso%20da%20Al%20Shabaab.pdf
- Pouwels, R. (1989, juillet). Swahili Islam in Historical Context. The Journal of African History, Volume 30, Issue 2, pp. 336-338. Cambridge University Press. DOI : <https://doi.org/10.1017/S0021853700024208>
- Quinn, N. (2021, janvier 13). From Separatism to Salafism : Militancy on the Swahili Coast. Council in Foreign Relations.
<https://www.cfr.org/blog/separatism-salafism-militancy-swahili-coast>
- Rainforest Action Network (2019, mars 20). Banking on Climate Change – Fossil Fuel Finance Report Card 2019.
https://www.banktrack.org/download/banking_on_climate_change_2019_fossil_fuel_finance_report_card/banking_on_climate_change_2019.pdf
- Rawoot, I. (2009, juillet 9). Muslim women need protection beyond sharia law. Islamic Research Foundation International, Inc.
http://www.irfi.org/articles4/articles_5001_6000/muslim%20women%20need%20protection%20beyond%20sharia%20lawhtml.htm
- Rawoot, I. (2011, septembre 16). Move to relabel 'Israeli' goods as bads'. Mail & Guardian.
<https://mg.co.za/article/2011-09-16-move-to-relabel-israeli-goods-as-bads/>
- Rawoot, I. (2018, septembre 3). The SA export credit agency that can invest billions in public money on shadowy projects. Daily Maverick.
<https://www.dailymaverick.co.za/article/2018-09-03-sa-export-agency-invest-billions-in-money-shadowy-projects/>
- Rawoot, I. (2019, octobre 2). South Africa : Cyril Ramaphosa Remains Mum About Kashmir. AllAfrica.com.
<https://allafrica.com/stories/201910020314.html>
- Rawoot, I. (2020, février 24). Gas-rich Mozambique may be headed for a disaster. Aljazeera.

<https://www.aljazeera.com/opinions/2020/2/24/gas-rich-mozambique-may-be-headed-for-a-disaster/>

Rawoot, I. (2020, juin 23). Banks are turning a blind eye to Mozambique gas field graft'. Business Day.

<https://www.businesslive.co.za/bd/opinion/2020-06-23-banks-are-turning-a-blind-eye-to-mozambique-gas-field-graft/>

Renon, E. (2021, avril 05). Terrorism in Mozambique's Cabo Delgado province : Examining the data and what to expect in the coming years. HIS Markit.

<https://ihsmarkit.com/research-analysis/terrorism-mozambiques-cabo-delgado-data.html>

Rystad Energy (2021, mai 5). Mozambique Delays Could Disrupt Global LNG Market.

<https://oilprice.com/Energy/Crude-Oil/Mozambique-Delays-Could-Disrupt-Global-LNG-Market.html>

Saalfeld, J. (2019). Before and Beyond Al-Shabaab, National Islamic Councils, Contentious Politics and the Rise of Jihadism in East Africa. INEF-Report 113. University of Duisburg-Essen.

https://www.uni-due.de/imperia/md/content/inef/ir113_saalfeld_web_neu.pdf

Santos, A. (2010). History, memory and violence : changing patterns of group relationship in Mocimboa da Praia, Mozambique. St. Anthony's College, Oxford University.

https://www.open.ac.uk/technology/mozambique/sites/www.open.ac.uk/technology/mozambique/files/files/Ana_Santos-Mocimboa-Thesis.pdf

Santos, F. (2020, mai). War in resource-rich northern Mozambique – Six scenarios. CMI-Insights, Issue 2.

<https://www.cmi.no/publications/file/7231-war-in-resource-rich-northern-mozambique-six-scenarios.pdf>

Service public federal - Santé Public, Sécurité de la Chaîne Alimentaire et Environnement (2013, novembre). Scénarios pour une Belgique bas carbone à l'horizon 2050'.

https://climat.be/doc/brochure_2050_FR.pdf

Shaker, R. (2021, avril 02). Slaughtering Christians – Islamic State Central Africa Province's (ISCAP) Regular Tactic For Expansion. MEMRI TV.

<https://www.memri.org/reports/slaughtering-christians-%E2%80%93-islamic-state-central-africa-provinces-iscap-regular-tactic>

Simonson, B. (2021, février 8). Mozambique and the Fight Against Insurgency. Global Risks Insights.

<https://globalriskinsights.com/2021/02/too-many-mercenaries-in-mozambique/>

Slav, I. (2021, avril 11). Qatar Could Throw A Wrench In America's Ambitious LNG Plans. OilPrice.com.

<https://oilprice.com/Energy/Natural-Gas/Qatar-Could-Throw-A-Wrench-In-Americas-Ambitious-LNG-Plans.html>

Smith, E. (2021, avril 15). Insurgency threatens Mozambique's historic natural gas investment boom. CNBC.

<https://www.cnbc.com/2021/04/15/insurgency-threatens-mozambiques-historic-natural-gas-investment-boom.html>

Solomon, H. (2012). Researching Terrorism in South Africa : More questions than answers. Scientia Militaria, South African Journal of Military Studies, Vol 40, Nr 2, pp. 142-165 doi : [10.5787/40-2-1000](https://doi.org/10.5787/40-2-1000)

South Asia Democratic Forum (2021, mars 9). POLICY BRIEF 11 – Disinformation in the name of the 'fight against disinformation'.

<https://www.sadf.eu/policy-brief-11-disinformation-in-the-name-of-the-fight-against-disinformation/>

Szrom, C. (2010, juin 7). Does al Qaeda Threaten the World Cup ? Assessment, Context, and Implications for Understanding of the al Qaeda Network. Critical Threats.

<https://www.criticalthreats.org/analysis/does-al-qaeda-threaten-the-world-cup-assessment-context-and-implications-for-understanding-of-the-al-qaeda-network>

The Economic Times (2020, juillet 16). Mozambique gas project of OVL, OIL ties up \$14.9 billion debt for LNG project financing.

https://economictimes.indiatimes.com/industry/energy/oil-gas/mozambique-gas-project-of-ovl-oil-ties-up-14-9-billion-debt-for-lng-project-financing/articleshow/76997657.cms?utm_source=contentofinterest&utm_medium=text&utm_campaign=cppst

The Indian Express (2009, octobre 14). Al-Qaida plot to attack 2010 football World Cup foiled in South Africa.

<http://archive.indianexpress.com/news/alqaida-plot-to-attack-2010-football-world-cup-foiled-in-south-africa/529050/>

The Mozambique Resources Post (2018, septembre 4). 'Opion: The SA export credit agency willing to invest on Anadarko-led LNG project.

<https://mozambiqueiningpost.com/2018/09/04/opion-the-sa-export-credit-agency-willing-to-invest-on-anadarko-led-lng-project/>

The Soufan Center (2020, septembre 23). IntelBrief: Islamic State Fighters In Mozambique Demonstrate Increasing Resilience.

<https://thesoufancenter.org/intelbrief-islamic-state-fighters-in-mozambique-demonstrate-increasing-resilience/>

The Soufan Center (2020, novembre 18). IntelBrief: The Islamic State Remains Active Throughout Sub-Saharan Africa.

<https://thesoufancer.org/intelbrief-the-islamic-state-remains-active-throughout-sub-saharan-africa/>

The White House (2021, avril 23). FACT SHEET: President Biden's Leaders Summit on Climate.

<https://www.whitehouse.gov/briefing-room/statements-releases/2021/04/23/fact-sheet-president-bidens-leaders-summit-on-climate/>

Total.com (2019, septembre 30). TOTAL Closes the Acquisition of Anadarko's Shareholding in Mozambique LNG.

<https://www.total.com/media/news/press-releases/total-closes-acquisition-anadarkos-shareholding-mozambique-Ing>

Tsukerman, I. (2020, mai 1). Qatar's Use of Hacking and Mass Media To Assassinate Characters of Rivals and to Shut Down Criticism: Implications for Reputational Management. Republic Underground.

<https://republic-underground.com/qatars-use-of-hacking-and-mass-media-to-assassinate-characters-of-rivals-and-to-shut-down-criticism-implications-for-reputational-management/>

United Nations. Doha Climate Change Conference - November 2012.

<https://unfccc.int/process-and-meetings/conferences/past-conferences/doha-climate-change-conference-november-2012/doha-climate-change-conference-november-2012>

United Nations Environment Programme (2018). Strengthening Environmental Management in the Oil and Gas Sector in Mozambique.

https://postconflict.unep.ch/mozambique/Mozambique_Gas_2018.pdf

VoaPortuguês.com (2021, avril 13). Antigo bispo católico de Pemba diz ter sido ameaçado de morte pelo Governo de Moçambique.

<https://www.voaportugues.com/a/antigo-bispo-cat%C3%B3lico-de-pemba-diz-ter-sido-amea%C3%A7ado-de-morte-pelo-governo-de-mo%C3%A7ambique/5851260.html>

Warner, J. et al. (2020 novembre/décembre). Outlasting the Caliphate: The Evolution of the Islamic State Threat in Africa. Volume 13, Issue 11. Combating Terrorism Center at West Point.

<https://ctc.usma.edu/outlasting-the-caliphate-the-evolution-of-the-islamic-state-threat-in-africa/>

Wikileaks.org (2010, Janvier 25). NARCOTRAFFICKING ON UPSWING, CONCERNS ABOUT GOVERNMENT CONNECTIONS.

https://wikileaks.org/plusd/cables/10MAPUTO80_a.html#%20Narcotics

